

TOUT PEUT BASCULER

9 mars-9 avril 2016 - Ni loi, ni travail - Pour l'expression sauvage



En avril ne te résigne pas d'un fil, en mai...

Beaucoup vont sur leur chemin et croient partout croiser ces regards qui, sans un mot, leur disent : les temps sont durs, et les lendemains nous tourmentent. Et du leur ils répondent : Nous vivons une époque difficile, et aucun phare à l’horizon ne nous donne l’assurance de temps meilleurs. La résignation a cela de confortable que, partagée par beaucoup elle exige peu. Mais cet abandon de soi à un système qui nous dépossède, cette mortification des désirs, des sens, des rêves, des passions, ce renoncement à toute possibilité de transformation de notre existence, n’a rien d’autre à nous offrir en échange que l’appartenance à cette communauté du capital, la communauté des vaincus. Mais le compte n’y est pas.

Une seule personne qui se lève pour sa liberté suffit à prouver que la liberté n’est pas morte. Et la révolte est contagieuse. Elle étale au grand jour cette question : pourquoi acceptons-nous cet ordre des choses ?

Nous ne sommes pas descendus dans la rue pour lutter contre la « loi travail », parce que nous nous battons pour un autre monde et que cela ne nous fait pas sens de tenter d’améliorer celui-là car nous en rejetons jusqu’aux bases, étant contre le principe même de loi et de travail en tant qu’exploitation ou auto-exploitation.

Mais nous avons vu dans ce mouvement social naissant l’esquisse

Point de vue sur le «mouvement contre la loi travail»

Manifestations sauvages, banques défoncées, barricades dans la rue, commissariats attaqués… ces dernières semaines, ni les énormes dispositifs policiers, avec leurs gaz, leurs matraques et leurs flashballs, ni les organisations politiques de gauche et les syndicats avec leurs services d’ordre, n’ont pu contrôler la rage et la joie de milliers de révolté-e-s. A Paris comme à Nantes, Rennes, Toulouse et dans bien d’autres villes en France, nous avons enfin goûté quelques instants de liberté. Dans cette époque sombre de guerres, de terreur, de misère économique, de nationalisme et de religion, dans cette époque où on nous voudrait tous en rang ou à genoux, le feu de la révolte ne peut que rallumer dans nos cœurs quelques espoirs de rupture radicale avec l’existant. La « Loi Travail », énième mesure pour intensifier l’exploitation, énième attaque des patrons et du gouvernement contre les intérêts des travailleurs, est seulement la goutte qui a fait déborder le vase. Dans les discours comme dans les pratiques, la question de cette loi a été largement dépassée par tou-te-s celles et ceux qui refusent de négocier avec le pouvoir la longueur de leurs chaînes. L’éventuel retrait de ce projet de loi ne représentera aucune victoire s’il a comme effet la fin des hostilités, le retour à la normalité.

Parce que s’il y a quelque chose à combattre c’est justement cette « normalité » : la normalité d’un patron qui vit sur ton dos, qui s’enrichit de ta sueur, qui t’humilie ; la normalité d’un monde où la possibilité même d’exister est déterminée par la quantité d’argent qu’on a dans les poches, un monde où des millions d’êtres humains vivent dans la misère la plus totale ou vivent dans l’esclavage ; la normalité du contrôle et de la discipline de nos vies à travers les écoles, les universités, les horaires, les prisons, les hôpitaux psychiatriques, la bureaucratie, les frontières, les caméras de surveillance… ; la normalité des schémas et des modèles de vie qu’ils nous imposent à travers le spectacle et la télé, la pub et la marchandise…

C’est cette normalité que nous voulons rendre impossible. Nous ne croyons pas au « grand soir » de la révolution, nous ne croyons pas qu’il faille attendre un jour l’humanité serait prête

« CONTRAIREMENT À CE QUE RACONTE LE VIEIL ADAGE, LA VIOLENCE EN SOI NE PERPÉTUE PAS LA VIOLENCE. CE N’EST QUE LORSQU’ELLE EST INSTITUTIONNALISÉE QU’ELLE SE PERPÉTUE EN TANT QUE SYSTÈME. CONTRE CETTE VIOLENCE INSTITUTIONNALISÉE, IL FAUT OPPOSER UNE VIOLENCE INDIVIDUELLE, PASSIONNELLE, LUDIQUE – LA VIOLENCE DE L’INDIVIDU QUI SE RÉAPPROPRIE SA VIE. LES CIBLES DE CETTE VIOLENCE SONT AVANT TOUT LES INSTITUTIONS DU SYSTÈME, SES SYMBOLES ET SES MARCHANDISES, MAIS PEUVENT AUSSI ÊTRE DES INDIVIDUS, LORSQU’ILS AGISSENT EN TANT QUE REPRÉSENTANTS DE CES INSTITUTIONS, LORSQU’ILS REPRÉSENTENT UNE MENACE IMMÉDIATE À NOTRE CAPACITÉ À NOUS RÉAPPROPRIER NOTRE VIE.»

POUR ÉVITER DE SE PERPÉTUER, LA VIOLENCE INSURRECTIONNELLE DOIT ÉVITER DE S’INSTITUTIONNALISER – PAR LA FORMATION DE MILICES OU DE GROUPES PARAMILITAIRES, PAR EXEMPLE, QUI NE SONT QUE DES INSTITUTIONS DE VIOLENCE DONT L’AMBITION EST DE SE SUBSTITUER À CELLES DÉJÀ EXISTANTES CONTRE QUI ELLES SONT EN LUTTE (CE QUI EST L’ESSENCE MÊME DE LA POLITIQUE). D’AUTRES GROUPES ARMÉS SE DONNENT COMME MISSION L’AUTODÉFENSE ; SI ON COMPREND CE TERME DANS LE SENS DE LA SIMPLE PRÉSERVATION DE SOI, CET OBJECTIF EST TOUJOURS MIEUX SERVI PAR LE CONFORMISME OU LA RÉFORME DES INSTITUTIONS PAR LES MOYENS QU’OFFRENT LE SYSTÈME ET NON LA CONFRONTATION ARMÉE AVEC LUI. […]

LE VANDALISME, LES ÉMEUTES ET LES SOULÈVEMENTS SPONTANÉS SONT LOIN D’ÊTRE LES SEULS MOYENS DONT L’INDIVIDU DISPOSE POUR SE RÉAPPROPRIER SA VIE. JE SUIS TOUTEFOIS CONVAINCUE QU’ON NE PEUT PAS EN FAIRE L’ÉCONOMIE, PUISQUE DÉCIDER DE PASSER DE LA SURVIE À LA VIE NOUS MÈNE DIRECTEMENT À L’AFFRONTEMENT AVEC LES INSTITUTIONS DE POUVOIR. CETTE VIOLENCE RESTE LA PLUS SAINE, LA PLUS JOUISSIVE, LA PLUS SAVOUREUSE D’ENTRE TOUTES SI ELLE EST VÉCUE COMME UN JEU, COMME UNE FÊTE. ELLE APORTE LA SATISFACTION BLASPHEMATRICE DE SOUILLER ET D’ENRAYER, DU MOINS POUR UN TEMPS, DU MOINS DANS UN CERTAIN ESPACE, LA MÉCANIQUE DE L’OPPRESSION.

LA VIOLENCE LIBÉRATRICE EST UTILISÉE TACTIQUEMENT ET INTELLIGEMMENT, JAMAIS SYSTÉMATIQUEMENT ET RATIONNELLEMENT. ELLE NE VISE PAS À SE PERPÉTUER: ELLE EST INDIVIDUELLE, MÊME LORSQU’ELLE EST EXERCÉE EN GROUPE, ELLE EST PROVISOIRE, PASSIONNÉE, CRÉATRICE DANS SA DESTRUCTION. ELLE ABAT LES MURS ET NE LAISSE RIEN DERRIÈRE QUI PERMETTRAIT DE LES RECONSTRUIRE. >>>

THÈSES SUBJECTIVES SUR LA VIOLENCE


 Paris, 9 avril : Autolib' en feu après les manifestations sauvages de la soirée. Les groupes improvisés auto-dissouts « De la suite dans les idées » commentent : « Apportez les brochettes »

et de l’Etat continue de fonctionner. Nous ne voulons pas créer des oasis à l’intérieur du désert, un entre-soi de supposée horizontalité, ni présenter une belle liste de revendications au pouvoir, s’asseoir à discuter avec nos ennemis, leur faire des propositions. Nous voulons détruire cette société. Nous n’aspirons pas à l’unité et au consensus du mouvement social, ce qui permettra sa récupération par le prochain chacal gauchiste. Nous sommes partisans de la révolte diffuse, de l’autonomie d’action des individus et des groupes, sans aucune centralisation.

Imaginez-vous donc si, au lieu de discuter place de la République pour écrire la nouvelle Constitution, ces milliers de personnes – en groupes plus ou moins petits – s’organisaient partout pour saboter l’économie, bloquer ses artères, attaquer les patrons, dépouiller les commerces et partager le butin, occuper des bâtiments, des immeubles, foulant aux pieds la propriété privée, transformer les lieux du pouvoir et du commerce en foyers d’insurrection… imaginez-vous l’effet de contagion qu’un tel processus pourrait avoir parmi les exploité-e-s, les marginalisé-e-s, les insoumis-es.

Mais n’est-ce pas justement ça que craignent les syndicalistes et les politiciens de gauche ? Doit-on s’étonner quand ils condamnent, se dissocient et conignent à la répression tou-te-s celles et ceux qui, de manière autonome, agissent en attaquant directement les structures et les personnes responsables de l’oppression ?

Alors non, ne nous laissons pas piéger par ces nouvelles formes de politique, par cette ci-nommée « démocratie directe » pensée et créée pour canaliser le mécontentement diffus vers la politique. Ne cherchons pas la masse, soyons des individus libres et incontrôlables, cherchons des complices, pas des électeurs, des chefs ou des pions. Rendons dangereuses nos nuits debout.

à travailler pour lui et à le servir, l'autre s'il veut conserver sa dignité d'homme et ne pas être réduit au plus cruel esclavage, malgré tout son amour pour la paix et la bonne entente, sera bien obligé à résister à la force par des moyens adéquats ».

Ainsi, si tout gouvernement, toute institution, tout groupe, toute personne qui exerce le pouvoir a tout intérêt à condamner et à ce que soit endiguée préventivement – par l’éducation notamment – chez chacun sa propension à la violence, à l’usage de la force, ce n’est assurément pas pour des considérations morales, mais bien parce que la violence de la rébellion porte atteinte aux rapports de domination et qu’elle rompt les chaînes de l’obéissance (à la loi, à la légitimité, aux patrons, aux petits chefs...). La violence, sous les multiples formes qu’elle peut prendre, est un des moyens que nous avons à notre disposition. Un moyen que nous ne fétichisons pas, et que comme tous les moyens nous évaluons en fonction des buts à atteindre, de nos finalités, de notre éthique et de notre sensibilité.

que l’autorité étatique impose par des moyens coercitifs, la menace et la répression. La lutte contre le gouvernement et les classes exploitantes, la lutte contre l’existence même de la loi se résout donc dans une lutte physique, matérielle. Dans cette lutte, face à la violence légale du capital nous n’avons pas d’autre choix que de répondre par la violence de la révolte, et par là même de faire éclater l’incompatibilité entre la liberté à laquelle nous aspirons et l’autorité de l’Etat. La violence, aussi douloureuse qu’elle soit, est un moyen indispensable pour mettre fin à la perpétuelle et plus insidieuse violence qui maintient dans l’esclavage la grande masse des êtres qui peuplent cette planète.

Si nous pouvions choisir entre la violence et « la paix », sans doute choisirions nous la seconde. Mais pour qui veut bouleverser l’ordre du monde le choix ne se pose pas en ces termes. Car comme le disait jadis un anarchiste « [...] *pour que deux êtres vivent en paix il faut que tous les deux veuillent la paix ; [...] si un des deux s’obstine à vouloir obliger par la force l’autre*

Que faire de nos nuits debout ? De la politique ou se révolter ?

Samedi 9 avril, suite à une après-midi d’émeutes place de la Nation, une belle soirée commence à partir de la place de la République, lieu de concentration de milliers de personnes grâce à l’initiative « Nuit Debout ». D’abord on se dirige vers Stalingrad, où des migrants qui y avaient trouvé refuge avaient été expulsés par les flics quelques jours auparavant. On enlève et on défonce les grilles posées par la marie pour empêcher l’installation des migrants. On retourne place de la République en manif sauvage et un flic en civil est éloigné et poursuivi par les manifestants. Une fois place de la République, on repart en manif sauvage pour rendre visite à Valls, qui habite dans le 11ème. Une énorme foule de gens reprend la rue au cri de « Paris debout, soulève-toi ». Des vitrines de banques sont pétées, le commissariat du 11ème est caillassé, les voitures de flics garées en face du comico prennent cher. Gaz lacrymogènes et grenades de désencerclement d’un côté, barricades en feu, projectiles et pétards de l’autre. Les flics bloquent une partie des manifestants rue de la Roquette mais dès qu’ils ouvrent la voie on se resserre et on se dirige de nouveau vers la place de la République. Toutes les banques sont systématiquement attaquées et leurs vitrines détruites. Une fois place de la République, encore des barricades et une Autolib’ est cramée au milieu de la rue. Rage et joie se mélangent, les actes de révolte sont applaudis par une bonne partie de la foule. La Nuit Debout semble ouvrir quelque possibilité de rupture avec le triste quotidien de soumission aux règles de l’Etat et de l’Economie. Pourtant, ses organisateurs tirent la gueule et, d’après la préfecture, à 2h50, un responsable de Nuit Debout demande le concours de la force publique «en raison de la difficulté de son service d’ordre à assurer la sécurité» sur la place (info sortie par l’agence de presse AFP). Au moins une personne est arrêtée à ce moment-là par les porcs en uniformes.

Si on ne peut que se réjouir face aux débordements qui partent de la place de la république, on ne peut pas pour autant être acritique face aux collabos des flics et soutenir l’initiative citoyenniste de « Nuit Debout ». Comme les Indignados et Podemos en Espagne et le Movimento 5 Stelle en Italie, ce nouveau mouvement politique prétend instaurer la « démocratie directe ». Il se présente comme un mouvement de contestation sans leaders, hors des partis et des syndicats. Bien sur, les politiciens et les journalistes qui ont lancé cette initiative n’affichent pas les noms des organisations, des partis et des syndicats dans lesquels ils militent. Une bonne stratégie pour construire une force politique innovatrice, qui peut gagner la sympathie du citoyen moyen avec l’illusion de la participation. Et effectivement, au bout d’une semaine, des milliers de personnes s’entassaient déjà sur la place, pour échanger leurs bonnes intentions et faire la fête dans une ambiance fête de l’Huma…

Beaucoup se disent : Comme on est beaux tous ensemble, comme on est forts quand on est si nombreux !

Nombreux sont ceux qui ces derniers jours ont pris les rues au cours de ces «manif’ sauvages», à les avoir arpentées de jour et de nuit au cri de « Paris, debout, soulève toi ». Celui qui veut être honnête avec lui-même, celui qui veut se tenir aussi près que possible de ce qu’il a dit, peut-il bannir la violence des gestes et des pratiques, et donc la destruction, sans réduire le soulèvement à quelque chose d’impuissant et inoffensif, sous prétexte que ce n’est pas « constructif »? Destruction et création ne peuvent-ils donc pas aller de pair ? Pourquoi auraient-ils peur des ruines, désormais, ceux qui portent un monde nouveau dans leurs cœurs ? Parce qu’ils ne souhaitent qu’un ravalement de façade de celui-ci, que nous voulons détruire ? Il serait bon de rompre l’hypocrisie du « tous ensemble tous ensemble », et commencer par cette interrogation : se soulever, oui, mais pour aller où ? Si l’on doit se questionner sur les moyens pour arriver à nos fins, et donc sur la violence, ce doit être à l’intérieur de cette question plus vaste : « Que voulons-nous ?».

Du point de vue d’un parti politique, d’un gouvernement, d’un Etat ou d’une nation, bien évidemment, l’unité est importante ! Etre ensemble, se réunir, arriver à un consensus – nous dit-on – est difficile mais nécessaire, c’est la base même de la démocratie. La discussion est bienvenue quand elle ne remet pas en question la structure même, la critique est bienvenue quand elle s’exprime de manière à rendre plus fort et plus uni l’ensemble. Tout pouvoir a besoin de se renouveler périodiquement pour ne pas tomber face aux ruptures qui se produisent à l’intérieur de la société : coopter ses opposants, canaliser, récupérer et intégrer le mécontentement de la population. L’union fait la force, c’est vrai, mais c’est la force de masses unies derrière leurs chefs et leurs drapeaux, c’est l’union de la meute derrière son berger.

Mais non – nous disent-ils – ici nous n’avons pas de chefs et nous n’avons pas de drapeaux. Nous sommes une assemblée horizontale, nous sommes un réseau, nous sommes plusieurs réseaux connectés… Effectivement, les individus ici ne sont pas annihilés et triturés par la machine de l’Etat mais par l’Assemblée sacrée, et l’Esprit du Consensus. On parle deux minutes chacun – et on vote même pour aller pisser (debout ?). C’est la majorité qui décide. C’est la démocratie directe et en effet on réécrit même la Constitution. Tant le contenu que les méthodes de l’initiative Nuit Debout vont ouvertement dans le sens de la construction d’une nouvelle force politique réformiste, capable de formuler des revendications face au pouvoir, d’instaurer un dialogue avec lui et, peut-être, un jour, prendre sa place.

Alors la vieille question se repose, mieux gérer ce système ou le détruire ? Se constituer en un ensemble/groupe pour que nos délégués négocient avec le pouvoir la longueur de nos chaînes ou se déchaîner, transformer notre rage et notre urgence de liberté en une passion destructrice et créatrice ? La politique ou la révolte ?

Et d’ailleurs qu’est-ce que voudrait dire « mieux gérer » ce système ? Comment ce système politique, social et économique pourrait-il continuer à fonctionner sans exploiter des millions d’êtres humains réduits à l’état de matière première ? Comment cette économie, ses machines, ses transports, ses technologies, comment tout ça pourrait continuer à exister sans piller et contaminer d’énormes portions de terre, provoquant des guerres et dévastant un peu partout ? Comment les puissants, les riches, les patrons défendraient leurs belles maisons, leurs propriétés, leurs affaires, leurs vies même sans des armées, des flics, des prisons et des frontières ?

Aucune alternative n’est envisageable à l’intérieur de ce système. Rien ne peut être construit tant que la machine de l’économie

« [...] AUCUN POUVOIR NE PEUT RÉGNER SANS LA SERVITUDE VOLONTAIRE DE CEUX QUI LE SUBISSENT. RIEN MIEUX QUE LA RÉVOLTE NE RÉVÈLE QUE CE SONT LES EXPLOITÉS EUX-MÊMES QUI FONT TOURNER LA MACHINE ASSASSINE DE L’EXPLOITATION. L’INTERRUPTION DIFFUSE ET SAUVAGE DE L’ACTIVITÉ SOCIALE CHAUFFE D’UN COUP LE POÈLE DE L’IDÉOLOGIE ET FAIT APPARAÎTRE LES RAPPORTS DE FORCE RÉEL; L’ETAT SE MONTRE AINSI POUR CE QU’IL EST : L’ORGANISATION POLITIQUE DE LA PASSIVITÉ. L’IDÉOLOGIE D’UN CÔTÉ ET LA FANTAISIE DE L’AUTRE DÉVOILENT ALORS TOUT LEUR POIDS MATÉRIEL. LES EXPLOITÉS NE FONT QUE DÉCOUVRIR UNE FORCE QU’ILS ONT TOUJOURS EUE, EN FINISSANT AVEC L’ILLUSION QUE LA SOCIÉTÉ SE REPRODUIT TOUTE SEULE - OU QUE QUELQUE TAUPE CREUSE À LEUR PLACE. ILS S’INSURGENT CONTRE LEUR PROPRE PASSÉ D’OBÉISSANCE, CONTRE L’HABITUDE ÉRIGÉE EN DÉFENSE DU VIEUX-MONDE.»>>>



de journalistes, photographes et cameramen de tout poil, puis on regarde les vidéos des émeutes sur internet et on s’en exalte. On finit par parler le même langage que le pouvoir, l’exaltation virile de l’affrontement et la spectacularisation de l’émeute.

Pourquoi ne pas essayer de dépasser de telles limites ? L’intelligence et l’imprévisibilité peuvent être nos meilleurs outils. Apparaître soudainement pour attaquer là où ils ne nous attendent pas puis disparaître rapidement ; bloquer, paralyser, saboter les veines de l’économie, les structures du contrôle, les lieux de travail. Sortir des schémas classiques de la contestation, ses lieux et ses espaces, voilà ce qui pourrait représenter un saut qualitatif dans nos luttes. Leuphorie du ci-nommé « mouvement social » est destinée à mourir si ce dernier n’arrive pas à sortir des rails de la politique. Mais les connaissances qu’on aura accumulées, les idées qu’on aura diffusées, les liens qu’on aura tissés, seront notre meilleur bagage pour poursuivre les hostilités. Pendant et au-delà du « mouvement social », nous n’arrêterons jamais de suivre nos passions destructrices, poursuivre nos rêves de liberté, semer le chaos de la révolte dans l’ordre de l’autorité.



Nantes, 24 mars, barricades enflammées sur les voies du tramway

Nous n’avons rien à défendre

Ni des loi supposées nous garantir, ni un quelconque travail supposé nous permettre de nous « réaliser ». Le travail n’est rien d’autre qu’exploitation, fatigue, ennui, humiliation. Toute loi n’est que l’expression de la domination de certaines couches sociales sur d’autres, qui constituent la majorité de la population. Nos fameux « droits » ne sont que le paravent du marchandage entre notre docilité et l’expropriation de nos vies.

Nous sommes nombreux à descendre dans les rue, ces jours-ci. Journalistes, syndicalistes et politiciens (même « alternatifs ») voudraient nous enrégimenter derrière le simple refus de la loi Travail. Mais, en fait, on s’en fout de cette énième reforme d’un code du Travail qui est là pour nous atteler au turbin. On crache sur l’esclavage à vie du CDI comme sur la galère quotidienne de la précarité. Ce qui remplit les rues ces jours-ci, c’est le ras-le-bol envers ce monde de plus en plus invivable. Ce qui apparaît là, c’est un refus du travail, la conscience peut-être encore imprécise mais bien présente que toute loi est une chaîne. Il y a ici et là quelques petites secousses dans la normalité de cette société : des frémissements dans lesquels nous pouvons voir un refus de la soumission et de l’impuissance quotidiennes, une mise en cause de la résignation généralisée.

Contre l’ennui, la monotonie, des brèches s’ouvrent.

Si nous sommes révoltéEs ça n’est pas contre cette loi mais contre toutes les lois, n’existant que pour nous cadenasser, nous infantiliser, nous priver. Elles seront toujours contre nous, il n’y aura pas de compromis possible entre l’appareil répressif et les amantEs de la liberté.

Si nous sommes révoltéEs, c’est contre le travail, qui nous dépossède, de notre temps, de nos savoirs, de nos réflexions. Nous abrutissant, rythmant nos vies à la cadence d’un chrono. Purs espaces de contrôle pour lesquels on devrait se mettre à genoux, se battre… Accepter une mise en concurrence, humiliation qui fait désormais office de symbole de réussite sociale.

Nous sommes contre le travail

Parce que nous sommes contre un système qui repose sur l’exploitation de tout et de tou-te-s. Parce que les administrateurs de ce monde transforment l’ensemble du vivant en marchandises sur toute de la planète. Parce que cette société n’a d’autres choix à nous proposer que la mise au travail, quelques miettes pour survivre ou l’enfermement pour les indésirables et les récalcitrant-e-s. Parce que le travail c’est vendre son temps, ses énergies, son corps et son esprit à des patrons, à des chefs, à des machines. Parce que le capitalisme et l’Etat prétendent avoir la main mise sur tous les aspects de notre vie et nous dépossèdent de plus en plus de toute autonomie et même de nos rêves de quelque chose de profondément autre. Parce que ce système de production effrénée ne laisse pas d’en-dehors où chacun-e pourrait

Ce monde est invivable. D’un côté un État de plus en plus répressif – la carotte de l’État social étant en fin de course (pas pour toutes les catégories, bien sûr : le vieux précept de diviser pour mieux régner est toujours efficace), il ne reste que le bâton. De l’autre côté, des prétendues alternatives qui ne représentent que la volonté de faire gérer cette même société par des syndicats et des partis de gauche, qui n’ont même plus d’illusions à vendre. Ou bien de sinistres cauchemars qui donnent une couleur encore plus morbide à l’autorité : replis communautaires, retour du religieux et de l’oppression morale.

Dans ce panorama sombre, s’attacher à un coin de territoire ou à une situation sociale donnée, revient à jouer sur la défensive, à renoncer à l’audace des rêves. Mais ni une quelconque zone à défendre dans un monde englouti par des nuisances, ni une Justice qui est là pour sanctionner l’inégalité et la privation de liberté, ni quelques droits à se faire exploiter tout le long de la vie, ne pourraient jamais nous suffire.

Cette petite fissure dans la normalité que sont les mobilisations avec l’excuse de l’énième modification du code du Travail, nous voulons l’agrandir, pour qu’elle devienne une brèche, d’où atteindre la fin de l’exploitation. Faisons en sorte que le vase

qui commence à déborder se casse. Ne nous contentons pas des promesses politiciennes, chassons les médiateurs sociaux (comme les syndicats), déchainons notre rage contre cette société qui nous vole, jour après jour, nos vies. Attaquons-nous aux bases morales et sociales de l’autorité. Et aussi à ses structures matérielles : magasins, lieux de production, bâtiments publics, véhicules, moyens de transport de personnes, de marchandises et d’énergie… Attaquons-nous aux hommes et femmes qui l’incarnent : flics, patrons, juges, chefs de toute sorte, bureaucrates, vigiles, politiciens, matons… A nombreux, en petits groupes ou seuls, le jour comme la nuit, quand et où le pouvoir ne nous attend pas.

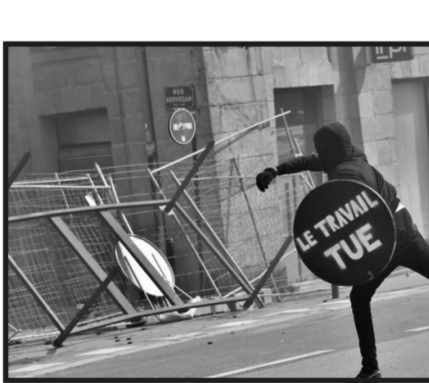
Un graffiti récent, souvent repris, dit : « *le monde ou rien* ». Mais nous n’avons rien à défendre dans ce monde qui ne nous appartient en rien, et auquel nous n’appartenons pas. Un monde qu’on veut détruire.

La fête ne nous attend pas que sur ses décombres, mais déjà dans la révolte, ici et maintenant. Il n’y a pas de retour en arrière.

Contre toute loi, contre le travail. Contre ce monde d’enfermement et d’exploitation.

Pour la liberté !

[Affiche trouvée sur les murs de Paris]



Nous ne nous écraserons pas les unEs les autres. Nous serons attentifs, soudéEs, réactives. Nous nous tiendrons, offensives, face aux humiliations pour qu’aucunEs n’ai plus à baisser la tête.

Si nous souhaitons cela, si notre révolte DOIT faire exister cela, elle ne peut se confondre à des références viriles, para-militaires. Nous ne saurions admettre de nêtre que « 300 ». Soyons protéiformes, que ce que l’on fissure soit un espace pour toutes et tous. Si nous voulons la guerre, c’est bien pour faire, ensuite, l’Amour à la plage !

Ahou… CHACHACHA !

[Tract distribué à Paris à la manifestation du 9 avril.]

au-delà des limites qu’essaient de nous imposer tous ceux qui ont intérêt à ce qu’elle étouffe dans les cadres existants (dont font partie les politiciens et les co-gestionnaires de tous ordres). Au lieu de toujours suivre des agendas posés par d’autres la question est d’étendre la révolte en décidant nous-mêmes de ce contre quoi nous voulons l’exprimer, en imaginant mille et une manières pour bouleverser ce monde, en nous associant et en nous auto-organisant sans chefs ni hiérarchie, en prenant l’initiative, individuellement et collectivement et par l’action directe. Ainsi il devient possible d’affronter les puissants qui prétendent nous dicter leur loi, pour en finir avec la guerre permanente qu’ils nous livrent à coups d’autorité, de fric et de flics. Les grands événements citoyens et médiatiques sont conçus pour réduire la révolte à une simple indignation démocratique et pour la faire rentrer dans les rangs de la politique et de la représentation. A l’inverse, s’attaquer directement à ce qui permet à

LE FEU RÉCHAUFFE LE CŒUR

A Paris le 24 mars, la porte du lycée Jacques Decour (9ème) flambe. L’après-midi, à proximité du siège du Medef, une voiture est mise à feu à l’occasion d’une manifestation sauvage.

A Gennevilliers (92) le 31 mars lors du blocus du lycée, deux voitures et des poubelles sont incendiées.

A Nantes ce même jour des voitures sont incendiées à proximité d’un hôtel de luxe, des barricades sont érigées à différents carrefours stratégiques et certaines enflammées.

Le 5 avril à Levallois (92) des poubelles et des palettes sont entassées devant le lycée Léonard de Vinci et livrées aux flammes, causant de gros dégâts à la façade.

LES BARRICADES FERMENT LES RUES MAIS OUVRENT DES CHEMINS

A Rennes le 17 mars plusieurs milliers de personnes ont envahi la gare, et quelques centaines sont descendues sur les voies, interrompant le trafic.

Ce jour-là, entre 115 et 200 lycées sont bloqués à travers la France, émaillés d’affrontement parfois relevés avec les flics (voitures retournées, poubelles en feu, pluies de pierres).

Le 24 à Nantes, le tramway est interrompu : des poubelles alignées sur la ligne de tram ont été incendiées. A Rouen le trafic routier est fortement perturbé par des pneus enflammés entassés sur la chaussée d’une avenue. A Marseille c’est l’autoroute est investie par les manifestants.

La semaine du 21 mars à Douardenez (Finistère) et Villeurbanne (Rhône), les locaux du PS sont murés avec des parpaings, et à Valence une importante quantité de terre est déversée dans tout le local, les bureaux et les toilettes.

Le 29 mars à Rennes, des manifestants ont bloqué les voies du périphérique en mettant le feu à une barricade constituée de poubelles, d’autres ont tiré les alarmes du métro et jeté des chaises sur les voies pour qu’il arrête de fonctionner.

Le 31 mars, environ 150 lycées sont bloqués à travers le pays.

Le 5 avril à Nantes, des manifestants montent sur les voies et bloquent le trafic pendant plus d’une heure. A Rennes même chose, et les voies ferrées sont endommagées et un caténaire cassé. A Rouen la circulation des tramways et des voitures est interrompue à l’aide de poubelles enflammées. A Paris le soir le boulevard Saint-Germain est bloqué par des manifestants exigeant la libération des personnes arrêtées dans l’après-midi. A Marseille les manifestants envahissent l’autoroute A7 et la bloquent dans les deux sens.

Le 7 avril de nombreux blocages de lycées en Seine-Saint-Denis (Tremblay, Aulnay-sous-Bois…), et dans les Hauts-de-Seine (Clichy, Colombes, Courbevoix, Gennevilliers, Asnières…), dans l’Oise (Taverny, Saint-Ouen-l’Aumône…), et en Seine-et-Marne (Claye-Souilly), ont donné lieu à des affrontements avec les flics et à des blocages de la circulation.

ON NE FAIT PAS D’OULETTES SANS CASSER DES BANQUES

Le 9 mars à Paris, un cortège assez speed s’élançe de Nation, un McDo, un centre de recrutement de l’armée, des magasins pour bourgeois, un hôtel Ibis et plusieurs banques sont tagués, quelques distributeurs de billets sont défoncés et une caméra de vidéo-surveillance est détruite. A Rouen et à Dieppe deux permanences PS en pâtissent : jets d’œufs, de peinture, voire d’extincteurs. Le même jour à Niort des manifestants font irruption dans la cour du Medef, après qu’une poignée d’entre eux aient escaladé les grilles et forcé le portail pour faire rentrer les autres. Malheureusement la police intervient très rapidement. La nuit qui suit le siège de la fédération du PS a sa devanture taguée.

A Besançon, la semaine du 14 mars, les permanences du PS et d’un sénateur sont vandalisées à l’aide de peinture sur les façades et de colle dans les serrures. A quelques pas de là on pouvait lire sur un mur « *Pour vivre debout, bloquons tout, grève générale* ». Mi-mars à Paris, on apprend dans une revendication sur internet que 8 distributeurs de billets ont été pétés par divers moyens (marteau, mousse expansive, extincteur) dans le Nord de Paris. « *La «loi travail» on en a rien à péter, on veut juste tout péter !* » pouvait-on lire dans le texte.

Le 17 mars à Paris, les vitres et les portes d’agences bancaires, d’assurances, d’une agence immobilière et de commerces sont défoncées et taguées au cours d’une manif principalement lycéenne. Un Franprix est pillé.

A Nantes le même jour, la façade de la mairie a été recouverte de peinture, plusieurs vitrines ont été

[Tract distribué à Paris lors de la manifestation du 5 avril.]

brisées, des banques ont eu leurs vitres pétées, idem pour plusieurs aribus et une station de tramway, ainsi que pour une voiture de police. Les locaux du MEDEF sont constellés de peinture pour la deuxième fois en une semaine.

Certains manifestants ont lancé de la peinture sur une aile de la mairie avant de tenter de forcer la porte de l’hôtel de ville le même jour à Rennes. Un commissariat et plusieurs distributeurs de billets ont été recouverts de peinture.

Le 21 à Paris une manifestation sauvage part de la fac de Tolbiac : un local PS est vandalisé, des dizaines de banques sont défoncées en chemin, des agences de voyage, des panneaux publicitaires, des assurances, des commerces ainsi que deux voitures de la RATP.

A Gisors (Eure) le 24 mars, un Pôle Emploi à ses vitres défoncées.

La nuit du 24 mars à Paris un local de la CGT a ses vitres défoncées parce que, nous dit la revendication, les syndicats sont « *des amis utiles des patrons et des flics* », entre autres.

Le 25 à Paris, une manif sauvage part du lycée Bergson (19ème) dans la matinée. A son passage le commissariat du 10ème essuie un déluge de projectiles divers et variés, et peu de temps après c’est le commissariat du 19ème qui est assailli, des projectiles récupérés dans un chantier voisin fusent sur la porte, les fenêtres blindées sont étoilées à la pelle et avec une barre de fer utilisée comme un bélier. Un tag sur la façade : « *Nique la police* ».

Le 31 à Paris, Grenoble, Nantes, Lille, Rouen, des banques, des agences immobilières, une agence Vinci, d’autres commerces, des permanences électorales et des aribus ont été vandalisés (vitres étoilées, distributeurs de billets brisés, façades entièrement peinturlurées…). A Nantes la devanture de la mairie a été fracassée. A Rouen pour la énième fois le siège du PS a été entièrement « repeint » à l’aide d’un extincteur rempli de peinture.

Le 5 avril à Nantes, la devanture (rideau de fer et vitrine) de la permanence du PS est ouverte à la meuleuse. Les banques sur le trajet de la manif sont méthodiquement défoncées, des assurances et des agences immobilières également.

La nuit du 7 au 8 avril à Paris, des « *travailleurs en démolition* » (comme ils se présentent dans la revendication) ont brisé les vitres du local de la CGT de la rue de l’Aude (14ème). Dans la nuit du 11 au 12 avril à Toulouse, quelques inconnus ont repeint à coups d’ampoules de peinture la façade de la Bourse du Travail, tagué « *Tous les flics ne sont pas bleus* », et incendié une poubelle collée contre la porte.

TORNADES CIBLÉES

Le 9 mars à l’université de Bordeaux, des inconnus ont saccagé les quatre étages du bâtiment. Tous les ordinateurs ont été détruits. Les portes ont été enfoncées à coups de pied. Les murs tagués. L’ensemble des instruments de la salle de musique ont été également détruits. De l’argent présent dans certaines caisses a été dérobé. Même les dossiers administratifs confidentiels ont été dégradés ou détruits. Plusieurs centaines de milliers d’euros de dégâts.

Le 11, les locaux de l’entreprise *Carbone Savoie* (en Savoie), dont les salariés sont en grève illimitée, faisaient gris mine : une dizaine de bureaux ont été saccagés pendant la nuit.

Le 22 mars à l’université de Tolbiac, un groupe est monté au 7ème étage pour saccager des bureaux administratifs, en coupant les câbles, en jetant divers liquides sur les appareils électroniques, les papiers administratifs ont été détruits et deux ordinateurs embarqués pour être détruits au calme.

Le 31 mars l’université de Caen a également reçu une visite spéciale : vitres brisées, bibliothèques renversées et tags.

CHAHUTÉS EN GUISE DE BIENVENUE

A Paris le 17 mars, Mélenchon a dû être évacué du cortège par ses soutiens alors qu’il se faisait copieusement insulter, en passant devant lui certains criaient « social-traitre » et un œuf-a volé dans sa face. Le 22 mars à Paris, alors que des centaines de personnes remontent la manif le long du cortège syndical, des « SO collabo » fusent vers le service d’ordre, et une bagarre s’ensuit.

Le 31 mars, des journalistes de Itélé sont chahutés à Nantes (caméra pétée), et d’autres de LCI prennent des coups à Paris.

Le 9 avril à Nantes, un groupe de 7 ou 8 journalistes, photographes et reporters d’images ainsi qu’une équipe de BFM TV sont poursuivis et molestés.

Paris, 9 mars.


 Levallois, vendredi 5 avril, au cours du blocus, la façade du lycée Léonard de Vinci flambe. Cet établissement fut élu prophétiquement « plus beau lycée d’Europe » il y a quelques années.

Fait-on des révolutions sans casser des œufs ?

En 1924, dans les premières lignes d’un pamphlet comme on n’en lit plus aujourd’hui, un jeune rebelle constatait « *qu’il y a, dans le langage, des mots et des expressions que nous devons supprimer, car ils désignent des concepts qui forment le contenu désastreux et corrupteur du système capitaliste* ». Il parlait du travail : le plus grand affront et la plus grande humiliation que l’humanité ait commis contre elle-même. Conscient qu’on ne supprime pas un mot sans supprimer ce qu’il désigne matériellement, et que supprimer un mot est impuissant si les rapports sociaux ne sont pas subvertis, il concluait par cette sulfureuse déclaration riche de promesses : « *Le travail détruit la vie. […] Si nous sentons en nous-mêmes cet élan créateur, il s’exprimera par la destruction de ce système lâche et criminel. Et si, par la force des choses, nous devons travailler pour ne pas mourir de faim, il faut que par ce travail, nous contribuions à leffondrement du capitalisme. […] Nous voulons créer comme des hommes libres, pas travailler comme des esclaves ; pour cela nous allons détruire le système de l’esclavage. Le capitalisme existe par le travail des travailleurs, voilà pourquoi nous ne voulons pas être des travailleurs et pourquoi nous allons saboter le travail* ». Sa proposition était claire, sans équivoque : la destruction par le sabotage.

Et sa proposition est toujours valable : chaque rouage du système capitaliste peut être saboté. Mais cette proposition, aujourd’hui, quand elle est exprimée ou mise en actes, génère des réactions qui nous poussent à ce constat : il y a dans le langage des mots et des expressions que nous devons préciser, car ils servent des discours qui maintiennent une confusion entre ceux qui défendent et ceux qui veulent détruire le système capitaliste. Nous parlons du mot violence.

L’auteur de ce vieux pamphlet aurait-il pu imaginer qu’aujourd’hui, après des décennies de propagande et de pacification, ce même mot servirait à désigner l’exercice d’une domination et les actes qui visent à s’en libérer ? Que dans une époque qui croule sous l’insignifiance, en se focalisant uniquement sur les moyens, des moyens jugés violents, on en viendrait à ne plus s’interroger sur les intentions et les buts qui motivent et que poursuivent les auteurs de ces gestes et de ces pratiques ? Qu’on mettrait dans un même panier, par exemple, le matraquage de manifestants par la police et l’attaque d’un commissariat, l’enfermement et l’expulsion de personnes dotées des mauvais papiers et la tentative de ces personnes de franchir par la force une frontière ; et qui plus est que les *honnêtes gens* excusent ou relativisent les premiers et condamnent les seconds ? Qu’un rapport au monde et à nous-mêmes gravement inféodé aux lois de l’économie et au respect de la sacro-sainte propriété amènerait à cataloguer comme violent le pillage d’un commerce et à nier la violence incommensurable et quasi-universelle qu’est la nécessité de payer une marchandise, de passer à la caisse pour satisfaire ses besoins ? Puisque nous aussi aujourd’hui nous voulons détruire cette société ennemie de la vie, nous devons nous poser quelques questions, et nous pencher sur ce mot pour aborder les problèmes qu’il pose : la violence.

Du centre à la périphérie

L’attaque avant tout. Comme discriminant, comme mot de passe, comme projet concret. Dans les faits. Même dans de petits faits. Pas dans les bavardages. Même si ce sont des bavardages habituels sur les grands systèmes. Si nous devons nous rencontrer, qu’on se rencontre à partir de cela. Dans les faits, contre les grands projets, les grands temples de la mort, les structures visibles de loin et qui attirent l’attention de tout le monde, même de ceux qui font tout ce qui est possible pour faire semblant de ne pas comprendre. Sur cela, nous sommes tout à fait d’accord. Mais pas seulement sur ça.

Tous les jours, dans nos parcours balisés, contraints par le capital et ses intérêts, nous rencontrons des cibles peu visibles. Ce ne sont pas les grandes cathédrales qui reflètent leur signification sur l’écran géant des moyens d’information de masse, mais ce sont les petits terminaux d’un monstrueux projet de contrôle et de répression, de production et d’enrichissement pour les patrons du monde. Ces petites cibles passent souvent presque inaperçues. Parfois nous les utilisons aussi, sans s’en apercevoir. Mais à partir du petit ruisseau, mince et inoffensif, se construit, à force d’affluents, le grand fleuve sale et tourbillonnant. Si nous ne pouvons pas être un barrage sur le fleuve, parce que nos forces ne sont pas suffisantes, qu’on réduise au moins l’afflux d’eau, en coupant une partie de ces petits apports. Cela, nous pouvons le faire. Aucun contrôle répressif, si dense qu’il soit, ne pourra jamais s’assurer de chaque élément de l’ensemble du projet productif. La dispersion dans le territoire est l’une des conditions de la production capitaliste. Voilà, elle peut devenir le point de départ d’une stratégie d’attaque. Une stratégie facile, qui néxclut pourtant pas d’autres interventions plus consistantes et, considérées en elles-mêmes, plus significatives.

Mais n’oublions pas que la signification des petites attaques est donnée par leur nombre et cela est possible parce qu’il ne s’agit pas d’actions très complexes, au contraire, la plupart du temps, ce sont des faits décidément élémentaires. Nous pensons que c’est le moment d’aller du centre vers la périphérie.

Paru initialement dans *ProvocAzione*, n°3, mars 1987

[Tract distribué à Paris lors de la manifestation du 9 avril.]

[Tract distribué à Paris à la manifestation du 9 avril.]

[Tract distribué à Paris à la manifestation du 9 avril.]

[Tract distribué à Paris à la manifestation du 9 avril.]

[Tract distribué à Paris à la manifestation du 9 avril.]

[Tract distribué à Paris à la manifestation du 9 avril.]

[Tract distribué à Paris à la manifestation du 9 avril.]

[Tract distribué à Paris à la manifestation du 9 avril.]

[Tract distribué à Paris à la manifestation du 9 avril.]

[Tract distribué à Paris à la manifestation du 9 avril.]

[Tract distribué à Paris à la manifestation du 9 avril.]

[Tract distribué à Paris à la manifestation du 9 avril.]

[Tract distribué à Paris à la manifestation du 9 avril.]

[Tract distribué à Paris à la manifestation du 9 avril.]

[Tract distribué à Paris à la manifestation du 9 avril.]

[Tract distribué à Paris à la manifestation du 9 avril.]

[Tract distribué à Paris à la manifestation du 9 avril.]

[Tract distribué à Paris à la manifestation du 9 avril.]

[Tract distribué à Paris à la manifestation du 9 avril.]

[Tract distribué à Paris à la manifestation du 9 avril.]

[Tract distribué à Paris à la manifestation du 9 avril.]

[Tract distribué à Paris à la manifestation du 9 avril.]

[Tract distribué à Paris à la manifestation du 9 avril.]

[Tract distribué à Paris à la manifestation du 9 avril.]

[Tract distribué à Paris à la manifestation du 9 avril.]

[Tract distribué à Paris à la manifestation du 9 avril.]

[Tract distribué à Paris à la manifestation du 9 avril.]

[Tract distribué à Paris à la manifestation du 9 avril.]

[Tract distribué à Paris à la manifestation du 9 avril.]

[Tract distribué à Paris à la manifestation du 9 avril.]

[Tract distribué à Paris à la manifestation du 9 avril.]

[Tract distribué à Paris à la manifestation du 9 avril.]

[Tract distribué à Paris à la manifestation du 9 avril.]

[Tract distribué à Paris à la manifestation du 9 avril.]

[Tract distribué à Paris à la manifestation du 9 avril.]

[Tract distribué à Paris à la manifestation du 9 avril.]